

Pouvoir d'achat

La situation s'aggrave pour des millions de personnes

Depuis une dizaine d'années la chute du pouvoir d'achat des couches moyennes et des masses laborieuses s'est fortement accélérée.

Face à la stagnation des salaires et des minima sociaux, des hausses effarantes ont été constatées plus particulièrement sur les dépenses obligatoires.

En effet, en 10 ans, les loyers ont enregistré des augmentations allant de 45% à 61% alors que le prix du gaz a pris plus de 60% en 6 ans, l'électricité + 7% en un an et les prix du carburant subissaient une hausse entre 20% et 37% en moyenne.

A cela, il faut rajouter la hausse entre 3% et 7% des complémentaires Santé, et le déremboursement de plus en plus de médicaments.

Conséquences

Les ménages réduisent leur train de vie. Selon une étude récente, 40% de la population sortent moins ; 36% dépensent moins pour s'habiller. Pire encore, 17% font des économies sur leur propre alimentation d'autant plus que pour l'écrasante majorité de la population, les prix des produits alimentaires de base et des produits frais, ont littéralement explosé depuis deux ans.

De plus, la hausse des abonnements à internet et à la téléphonie mobile impacte davantage encore le porte-monnaie des familles.

Les masses laborieuses estiment leur manque d'argent pour vivre décemment à

- ✓ Plus de 1000 € pour 25% de la population
- ✓ Entre 501 € et 1000 € pour 24 %
- ✓ Entre 250 € et 500 € pour 29 %
- ✓ Entre 100 € et 250 € pour 8 %
- ✓ Moins de 100 € pour 12 %

Les mutuelles de plus en plus inaccessibles pour des millions de citoyens

En effet, un nombre étonnant de Français se passe de mutuelle par manque de moyens. Les contrats mutuels coûtent de plus en plus chers. Leurs coûts dépassent les 50 € mensuels en moyenne. Ils sont de

Hors externalisation future du FM, le transfert des activités supports à Nanterre et l'appel à réduire les coûts, lancé par le PDG de Veolia, coûteraient la bagatelle de 400 emplois pour Dalkia IDF...

Alerte

94€ par mois, pour les personnes âgées. Malgré ce constat alarmant qui n'est pas sans effet sur la prévention sanitaire en générale et sur l'égalité des soins des citoyens, selon l'association « UFC- Que choisir ? », le gouvernement envisage de taxer autour de 12 % en 2012, l'ensemble du dispositif mutualiste pour combler, dit-il, une partie du déficit de la sécurité sociale.

La revendication pour les salaires doit être le cheval de bataille des travailleurs. Elle doit s'inscrire dans le refus de la population de payer la crise et la dette des capitalistes. Elle doit s'inscrire également dans le refus de payer le plan de restructuration de Veolia et ses effets sur le pouvoir d'achat, l'emploi et les conditions de travail du personnel.

Le CGT-E y prendra part en espérant que les salariés sauront s'imposer

Veolia - EDF : la guerre des parrains

Dans une récente livraison, l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*, a révélé la « haute tension » qui existe entre l'ancien PDG de Veolia, M. Henri Proglia, et le nouveau patron du groupe, M. Antoine Frérot.

Le torchon brûle entre ses ex amis qui ont fait la gloire médiatique de Veolia. Une gloire désormais remise en cause par la crise et par les rapaces du CAC 40...

Les initiatives entreprises cet été par M. Frérot ont suscité le courroux de M. Proglia dont la gestion passée et les choix stratégiques ont été mis en cause par un audit des activités réalisées en 2010. D'aucuns parmi ses opposants, pensent qu'à cause notamment de sa stratégie d'acquisition à l'internationale, la dette est restée au niveau insupportable de 14,8 milliards d'euros, pour un chiffre d'affaires de 34,8 milliards d'euros.

Le tri doit être fait selon M. Frérot : se retirer de 37 des 77 pays où Veolia est implanté et se recentrer sur les points forts du groupe. « *Le Patron de Veolia veut aussi réduire les coûts de manière draconienne afin de réaliser 150 M€ d'économie d'ici 2013. Par quel moyen ? Notamment en éliminant partout un niveau hiérarchique... En France, les 4 branches devront quitter leurs bureaux chics de l'avenue Kléber et de la rue d'Anjou... avec, à la clé, sûrement des coupes dans les effectifs.* » A suivre.